

La crise et notre force de proposition

Respectable Loge, Montmorency-Luxembourg, Orient de Paris, Région 13

La crise a montré comment plusieurs valeurs pouvaient être malmenées et combien la souveraineté de l'État pouvait être affectée. Les valeurs républicaines ont été contrariées par le confinement et les restrictions de circulation (la liberté); la révélation d'inégalités et du manque de considération de certaines catégories socio- professionnelles (l'égalité) ont été exposées au grand jour. A l'inverse, ces valeurs ont pu être renforcées à l'image des actions de solidarité à l'égard des populations les plus fragiles (la fraternité). Cette situation a elle-même engendré de nouvelles pratiques qui pourraient devenir la norme, produisant autant d'effets secondaires positifs que négatifs sur nos valeurs. Dans ce contexte, comment promouvoir et rendre pérennes les bonnes pratiques et au contraire combattre les effets négatifs ?

Le constat

La pénurie de masques, de respirateurs et d'autres produits et matériels de santé a provoqué une *crise dans la crise* en affichant les limites du potentiel médical, l'insuffisance des stocks et l'incapacité industrielle à répondre rapidement aux besoins. La crise a obligé, faute d'anticipation possible ou efficace, à adopter une stratégie pour réduire les risques de saturation des moyens médicaux et de surmortalité potentiellement associée. L'ensemble des mesures, dont le confinement était le socle, a favorisé des comportements et des usages avec des conséquences plus ou moins opportunes ou agréables pour l'individu et la société : (i) Sur l'organisation du travail (télé-travail) ; (ii) sur les libertés (impact sur la liberté de circulation, sur le droit d'accès à la santé, sur les valeurs humaines, sur l'accès à l'information pertinente et les droits humains ont fait l'objet de restrictions qui n'ont pas pu toujours respecter les principes de proportionnalité) ; (iii) sur l'économie (transport, tourisme, restauration et industrie) ; (iv) sur l'environnement et l'écologie.

La crise a donc placé les entreprises françaises et européennes (du secteur de la santé et autres) dans une situation de grande fragilité économique et de grande dépendance aux actions prédatrices de sociétés étrangères notamment américaines et chinoises. Elle a concrètement mis en lumière une mondialisation bâtie sur le pur argument économique et sa résultante négative, la perte de souveraineté de production et d'approvisionnement en biens essentiels sinon vitaux pour la population. Sur un plan sociétal, la crise a parallèlement favorisé de nouveaux comportements et de nouvelles méthodes de travail notamment avec le télétravail soulignant ici la créativité et la résilience humaine, mais aussi dans le même temps notre dépendance aux réseaux numériques américains, voire chinois.

Les préconisations (ou *force de proposition*)

De ce premier constat, il est possible d'identifier des opportunités pouvant nourrir des politiques publiques refondues sur l'ensemble de ces questions et permettant d'améliorer la résilience du pays à de nouvelles crises de cette ampleur, tout en répondant aux désirs profonds de l'individu et de la société (écologie, aménagement du territoire, ...).

POUR CONSTRUIRE UN ÉCOSYSTÈME PORTEUR DE SOUVERAINETÉ

Construire une indépendance numérique européenne : S'agissant de rattraper le retard pris face aux États-Unis et la Chine, rechercher à construire un Amazon européen (ou un airbus du numérique) avec des champions industriels pour enclencher la construction d'un écosystème numérique apte à conserver nos startups et leurs données sur un cloud français (et européen) indépendant des États-Unis et de la Chine. La prochaine bataille pourrait d'ailleurs porter sur les données médicales. Favoriser les projets de type GAIA (cloud européen).

REDONNER DU SOUFFLE À LA LIBERTÉ D'ENTREPRISE

Fédérer des fonds d'investissements européens coordonnés avec un environnement fiscal et réglementaire favorable et orienté sur le développement d'un écosystème économique durable porté par les initiatives des petites entreprises.

DÉVELOPPER UNE SOUVERAINETÉ INTELLIGENTE ET COMPATIBLE AVEC LE CONTEXTE MONDIALISÉ ACTUEL

Construire, sur une base juridique proportionnée au potentiel industriel français, des niveaux d'exigence de souveraineté (autonomie et résilience) pour chaque domaine ou secteur de production, dont la graduation serait fonction des besoins vitaux du pays et de sa population. La pharmacie et l'alimentation pourrait être plus souverain que la fabrication de *sopalin*, par exemple.

RÉDUIRE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

L'environnement doit être remis, plus que jamais, à l'ordre du jour. La simple attente passive du bon vouloir des concitoyens sur un hypothétique changement d'attitude éco-responsable, ne suffira pas à dévier notre trajectoire d'un sinistre avenir. Le pouvoir législatif doit aujourd'hui imposer plus durement la *transition verte* tant attendue, notamment pour le secteur industriel. Par exemple, les transports aériens pourraient supprimer les courts courriers (vols nationaux). L'impact carbone de cette industrie pèse lourd dans la balance, cette action constituerait donc un premier pas (non négligeable) vers l'écologie. Cette idée serait à mettre évidemment en lien avec l'évolutions des mœurs. L'Homme doit revenir à un temps qui lui est propre. Un trajet Paris-Marseille peut se faire sans aucune difficulté en TGV, moyennant un délai supplémentaire, un peu plus de temps... Un temps qui finalement, pourrait être salutaire à l'introspection, à la réflexion, essentielles pour obtenir une forme d'harmonie et de béatitude. La dynamique de la société est implicitement liée à un temps caractéristique, qui n'est en rien cohérent avec une vie saine. Il faut ralentir ! La France peut redevenir souveraine, décider de son avenir, être pionnière en la matière de transition écologique, énergétique et humaine.

AUGMENTER LA FLUIDITÉ ADMINISTRATIVE DE NOS INSTITUTIONS

L'administration des institutions publiques doit être repensée. L'accomplissement des tâches administratives de plus en plus lourdes et nombreuses, paralyse notre système. Nombre de nos institutions dévient de leur mission première et perdent en efficacité en raison de l'explosion des procédures bureaucratiques, des dossiers à remplir, à signer, à évaluer... Il faut de la simplicité, sans pour autant être simpliste ! Pour gagner là encore une souveraineté durable, il faut maîtriser notre temps et s'affranchir du superflu administratif. La révolution numérique peut contribuer dans ce sens, avec la dématérialisation des

documents, les signatures électroniques, ou encore l'archivage et le classement des documents. A l'aube de l'Intelligence Artificielle (IA), de nouveaux procédés doivent être au service de l'Homme, lui évitant ainsi la *sale besogne*. Une évaluation des priorités sera également nécessaire pour l'avenir. Prenons l'exemple des universités, ces vingt dernières années la proportion de personnel administratif s'est vu en constante augmentation au détriment du personnel d'enseignement et de recherche. N'y a-t-il pas finalement une confusion sur les réelles priorités de nos institutions ? Ce gâchis de temps et d'argent pour la procédure administrative est finalement corrélé à la taille même de la structure en question. Une méga structure (Hôpital, Université, Usine, etc.) implique une administration titanesque. L'idée de décroissance, ou encore de décentralisation est une piste intéressante à développer dans un avenir proche. Revenir à taille humaine, renforcerait les liens entre individus au détriment des organismes où l'on s'échange des emails à longueur de journée sans jamais se rencontrer.